

Nord Eclair - 08/10/2008

Urgentistes : « La coupe est pleine, le climat explosif ! »



Le Dr Régis Garrigue, médecin urgentiste au Samu 59 et un des responsables du syndicat des médecins urgentistes de France, réagit à la mise en cause d'un confrère, suspecté, au départ, d'avoir volontairement tué une patiente.

Comment les urgentistes vivent-ils la mise en cause d'un médecin du Samu de la Drôme pour des gestes qualifiés de « tout à fait bizarres » après le malaise cardiaque d'une vieille dame ? >>> Tout le monde vit très mal cette affaire. Cela crée un véritable malaise. Nous exerçons un métier difficile, pénible, technique qui ne s'improvise pas. Il a suffi qu'une infirmière alerte sa hiérarchie pour que tout s'enclenche dans des proportions effrayantes. On sait que le médecin n'a fait que refermer la mâchoire d'une personne déjà morte. Nous avons, nous médecins, l'expérience de ces phénomènes de « gasp », un réflexe neurologique qui peut donner l'impression que la personne ouvre la bouche alors qu'elle est morte. Le médecin n'a fait que lui refermer la bouche et une infirmière a cru qu'il l'étouffait !

C'est la réaction du directeur de l'hôpital que vous dénoncez ? >>> Il a immédiatement mis à pied le médecin et a averti la police. Il s'est retrouvé en garde à vue et, le soir même, on parlait d'une éventuelle mise en examen pour homicide volontaire ! Aujourd'hui, les directeurs d'hôpital sont totalement décomplexés par la loi Bachelot qui en fait des PDG. Ils ne sont plus des gestionnaires de l'accès aux soins publics. Il a agi dans la précipitation, sans vérifier ce qui s'était passé.

Votre profession est de plus en plus exposée aux risques judiciaires ? >>> Les urgentistes sont très exposés. Nous travaillons souvent devant témoin. Nous faisons des gestes d'urgence, parfois de réanimation lourde qui peuvent être mal compris. Pour nous, la coupe est pleine ! Cette affaire n'arrange rien. Le climat est explosif sur les urgences à l'hôpital.

Vous faites allusion à la réforme annoncée de vos régimes de retraite ? >>> On vient d'apprendre que là où on devait avoir, pour notre retraite, 75 % de notre dernier salaire, on percevra 44 % avec, en prime, une hausse de nos cotisations de 25 % en janvier. L'État veut imposer aux médecins un système de retraite par capitalisation et non plus par répartition. En gros, on nous dit : "Allez chez Axa pour votre retraite". Dans le contexte de crise financière, qui va faire ça ? La répartition, c'est la solidarité. On y tient.

Et sur le temps de travail ? >>> Si le Parlement européen entérine les propositions de la Commission, ce sera la fin du repos de sécurité obligatoire après un travail de nuit. Quant à la limite des 48 heures de boulot par semaine, elle pourrait passer à 65 heures ! On s'oriente vers une grève dure à partir de décembre. Pas une de ces grèves « elastoplast », comme on les appelle, avec les réquisitions et qui, au final, ne servent pas à grand-chose. • PROPOS RECUEILLIS PAR FLORENCE TRAULLÉ